

## **ÉLECTIONS LÉGISLATIVES GÉORGIENNES : LE GRAND CHELEM DE SAAKACHVILI**

*Par le lieutenant-colonel (e.r) Renaud FRANCOIS  
Chercheur associé à l'ESISC*

Pour la deuxième fois en moins de cinq mois, les Géorgiens se sont rendus aux urnes le 21 mai dernier. En janvier, ils avaient été 53% à confirmer Mikhaïl Saakachvili dans ses fonctions de président de la République, fonctions qu'il avait remises en jeu après les manifestations du 7 novembre 2007.

À l'occasion de ce scrutin présidentiel, les observateurs internationaux, tout en jugeant que « *celui-ci s'était déroulé conformément aux principes et obligations de l'OSCE et du Conseil de l'Europe*<sup>1</sup> », avaient insisté sur un certain nombre de problèmes que les autorités géorgiennes allaient devoir résoudre avant les élections législatives de mai 2008. Parmi ces problèmes, une couverture médiatique trop ouvertement favorable au président sortant, la partialité de certains membres de la commission électorale, des listes électorales incomplètes, approximatives ou inexactes ainsi que des cas avérés d'enlèvements ou de violences physiques à l'encontre d'opposants.

Autant dire que les élections législatives de mai 2008 allaient être considérées par le monde occidental, surpris, échaudé, voire agacé par la psychorigidité du pouvoir en place face aux événements de novembre 2007, comme un sérieux test pour l'avenir de la Géorgie au sein de la communauté internationale et comme un véritable examen de passage en vue de son entrée dans les instances multinationales (OTAN et UE) que ce pays aimerait bien intégrer.

### **1. Un scrutin contestable**

#### **a. Des progrès, certes...**

Les observateurs sont unanimes pour noter de réels progrès par rapport à l'élection présidentielle de janvier dernier. João Soares, coordinateur de la mission internationale d'observation et chef de la délégation de l'assemblée parlementaire de l'OSCE, a déclaré, lors d'une conférence de presse le 22 mai, que « *ces élections n'étaient pas parfaites* » mais que depuis sa venue en janvier, « *des progrès concrets et importants avaient été réalisés*<sup>2</sup> ».

---

<sup>1</sup> [http://www.osce.org/documents/odihr/2008/01/29182\\_en.pdf](http://www.osce.org/documents/odihr/2008/01/29182_en.pdf)

<sup>2</sup> Rapport préliminaire de la mission internationale d'observation des élections législatives géorgiennes. <http://www.oscepa.org/home>

Mátyás Eörsi, chef de la délégation parlementaire du Conseil de l'Europe, estime que « *les Géorgiens ont eu l'occasion de s'exprimer le 21 mai, avec l'espoir de mettre fin aux conflits politiques récurrents et de créer les conditions d'un nouveau type de dialogue entre toutes les forces politiques du pays*<sup>3</sup> ».

De son côté Marie-Anne Isler Béguin, à la tête de la délégation du Parlement européen, tient à témoigner de la forte implication populaire, et en particulier de celle des jeunes générations. Elle appelle les partis politiques « *à ne pas gâcher cette réelle opportunité de dialogue avec la société civile*<sup>4</sup> ».

Quant à Bruce George, chef de la délégation de l'assemblée parlementaire de l'OTAN, il constate « *d'importants changements en Géorgie en matière de démocratisation et de processus électoral*<sup>5</sup> ».

### **b. ... mais peut mieux faire !**

Les observateurs s'accordent cependant à reconnaître que, malgré les efforts notables entrepris par les autorités géorgiennes pour se rapprocher des critères internationaux, ce scrutin est « *entaché d'irrégularités et incomplet*<sup>6</sup> ».

Pour Boris Frlec, du Bureau des institutions démocratiques et des Droits de l'homme (BIDDH/OSCE) et chef de la mission permanente d'observation de l'OSCE, « *les opérations de vote et de décompte ne marquent pas la fin du processus électoral... Il convient maintenant de vérifier la publication de ces résultats et de juger la façon dont les recours seront traités par la Commission électorale et c'est pourquoi cette mission permanente restera en Géorgie jusqu'à la fin réelle du processus*<sup>7</sup> ».

De leur côté, les observateurs nationaux - l'Association des jeunes avocats géorgiens (*Georgian Young Lawyers' Association* - GYLA) et la coalition d'ONG composée du Réseau des femmes du Caucase, du Centre international pour la résolution de conflits, du Centre pour la protection des droits constitutionnels et du Centre des Droits humains - dénoncent, au soir du 21 mai, des cas d'intimidations, de pressions, de violences verbales et physiques qui les ont contraintes à retirer leurs observateurs d'un certain nombre de bureaux de vote où de sérieux problèmes ont été constatés<sup>8</sup>.

Dès le lendemain du scrutin, la Commission électorale procède à l'annulation des résultats de 14 bureaux de vote et annonce également qu'une enquête est en cours dans 8 autres bureaux, suite à des signalements effectués par les observateurs internationaux et nationaux<sup>9</sup>. Au total, à la date du 27 mai, la Commission électorale avait prononcé l'annulation effective des résultats de 17 bureaux de vote (sur plus de 3600), ce qui ne change en rien les résultats.

De toutes les analyses faites, pendant la campagne électorale et lors du scrutin, c'est celle de Vladimir Papava, analyste à la Fondation géorgienne pour les études internationales et stratégiques, qui résume le mieux le sentiment de frustration que procure le rapport préliminaire des missions d'observation. Il déplore l'attitude frileuse de la communauté internationale qui, selon lui, donne la désagréable impression d'un double langage occidental : « *Les Allemands, les Britanniques et les Français n'accepteraient certainement pas de vivre*

---

<sup>3</sup> Idem.

<sup>4</sup> Idem.

<sup>5</sup> Rapport préliminaire de la mission internationale d'observation des élections législatives géorgiennes. <http://www.oscepa.org/home>

<sup>6</sup> Idem.

<sup>7</sup> Idem.

<sup>8</sup> <http://www.civilgeorgia.ge/eng/article.php?id=18338>

<sup>9</sup> <http://cec.gov.ge/?que=eng/press-center/press-releases&info=3854>

*dans une démocratie qui ressemblerait à celle qu'ils nous proposent. Les occidentaux ferment les yeux sur ce qui devrait être dénoncé<sup>10</sup> ».*

En d'autres termes, et cela a tendance à devenir une fâcheuse habitude, les missions internationales d'observation se contentent d'un jugement passe-partout - du type « *globalement en accord avec les normes et standards de la démocratie* » - suffisamment complaisant avec les autorités pour ne pas les accabler et savamment dosé pour permettre aux vaincus de critiquer le scrutin sans pour autant leur donner des arguments propices à des débordements populaires. Elles savent pertinemment que tout autre jugement que celui-ci pourrait conduire à de graves troubles, ce qui est bien la dernière des choses qu'elles souhaitent.

## **2. Une victoire sans appel**

Quelles que soient les critiques que soulèvent l'organisation et le déroulement du scrutin du 21 mai, l'ampleur du succès du parti présidentiel, le Mouvement national, est sans appel. Ce raz de marée qui laisse l'opposition « *K.O. debout* » a même « *étonné*<sup>11</sup> » le président Saakachvili qui, dans la nuit du 21 au 22 mai, est intervenu à la télévision pour, à la manière d'un Louis XVIII qui, en août 1815, se félicitait d'avoir à sa disposition une « *chambre introuvable*<sup>12</sup> », se réjouir de disposer d'un Parlement tout acquis à sa cause.

Avec 119 sièges, le Mouvement national dispose, à lui seul, de la majorité des 2/3 requise pour toute éventuelle révision de la Constitution. Après la victoire probante de son parti aux élections municipales de 2006, sa réélection à la présidence en janvier 2008, le président Saakachvili peut, à juste titre, s'enorgueillir d'une nouvelle victoire aux couleurs de grand chelem.

### **a. L'effondrement de la coalition d'opposition**

Dans le Parlement sortant - 235 sièges dont 150 attribués à la proportionnelle et 75 au scrutin majoritaire - l'opposition pouvait compter sur 62 députés. Le Mouvement national en avait 153 (4 de moins que la majorité « *constitutionnelle* » des 2/3) et les indépendants et non inscrits étaient au nombre de 20.

Dorénavant, dans le nouveau Parlement qui vient d'être élu - 150 sièges, attribués pour moitié au scrutin proportionnel de listes et pour l'autre moitié au scrutin majoritaire - l'opposition ne totalise que 31 sièges. Au final, le Mouvement national du président Saakachvili remporte 71 des 75 sièges mis en jeu au scrutin majoritaire et, avec près de 60% des voix, 48 des 75 sièges du scrutin proportionnel. Il est suivi par le Conseil national - Opposition unie - Nouvelles Droites<sup>13</sup> qui obtient 17,6%, le Parti chrétien démocrate, 8,6%, et le Parti travailliste, 7,5%.

---

<sup>10</sup> [http://www.iwpr.net/?p=crs&s=f&o=344751&apc\\_state=henpcrs](http://www.iwpr.net/?p=crs&s=f&o=344751&apc_state=henpcrs)

<sup>11</sup> <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=18347>

<sup>12</sup> La nouvelle chambre des députés, élue les 14 et 21 août 1815, est restée célèbre sous le nom de « *chambre introuvable* », expression attribuée à Louis XVIII pour dire qu'il n'aurait pu en imaginer une qui fût plus favorable à son trône.

<sup>13</sup> Le bloc électoral Conseil national - Opposition unie - Nouvelles Droites fait suite à l'alliance présidentielle qui avait soutenu la candidature de Lévan Gatchétchiladzé en janvier 2008. Depuis l'élection présidentielle, le Parti républicain a quitté l'alliance et le Parti des Nouvelles Droites y est entré. Ce bloc comprend le Parti des Nouvelles Droites, le Parti conservateur, la Voie de la Géorgie, le Parti de la Liberté, Par Nous-mêmes, le Parti du Peuple, le Mouvement de la Géorgie unifiée, le Groupe géorgien et le Forum national.

L'effondrement du Conseil national - Opposition unie - Nouvelles Droites est particulièrement significatif à Tbilissi. Alors que le résultat de l'élection présidentielle laissait entrevoir une capitale aux mains de l'opposition, le scénario a, pour elle, tourné au cauchemar. Le principal challenger de Mikhaïl Saakachvili, Lévan Gatchétchiladzé, ancien candidat présidentiel du Bloc d'opposition, qui était, avec 40,5%, arrivé largement en tête à Tbilissi (il l'avait emporté dans huit circonscriptions sur dix), est, avec 34,5%, battu dans sa propre circonscription de Samgori (Tbilissi) par le candidat du Mouvement national qui l'emporte avec 53,5% des voix. L'Opposition unie ne remporte que deux des dix circonscriptions de Tbilissi.

### **b. La « divine surprise » des Chrétiens démocrates**

Ce parti, lancé, en février dernier, par Giorgi Targamadzé, ancien présentateur vedette et directeur des programmes politiques de la chaîne de télévision *Imedi*<sup>14</sup>, signe, avec une belle percée à 8,6% des voix qui le hisse dès son entrée dans l'arène électorale au troisième rang des partis politiques, une remarquable performance. Profitant du vide au centre de l'échiquier politique et surfant habilement sur le sentiment religieux des Géorgiens - la défense de la chrétienté orthodoxe géorgienne figure au premier rang de son programme - ses dirigeants ont réussi là où de nombreux illustres prédécesseurs ont échoué<sup>15</sup>.

Se félicitant de ce succès qui devrait lui assurer sept sièges, Giorgi Targamadzé a d'ores et déjà rejeté l'idée de s'associer au boycott du Parlement proposé par les dirigeants des autres partis d'opposition. Se présentant comme un homme politique responsable, il estime « *être comptable des quelques deux cent mille électeurs qui ont fait confiance en son parti pour défendre les idées qui sont les leurs*<sup>16</sup> ». Il se place ainsi résolument dans la lignée des dirigeants politiques qui, comme Davit Usupachvili du Parti républicain, pensent que « *même si les dirigeants actuels sont loin d'être les meilleurs, ils valent mieux que les irresponsables dirigeants d'une opposition grincheuse, bruyante et turbulente*<sup>17</sup> ».

### **c. L'échec relatif du Parti républicain**

Incapable, lors du scrutin proportionnel de listes, de franchir le seuil des 5%, le Parti républicain ne doit son salut qu'au scrutin majoritaire, grâce auquel il remporte deux sièges. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir donné des gages de bonne volonté. Peu de temps avant le scrutin, un de ses dirigeants, Temur Nergadzé, déclarait « *être prêt à coopérer avec le gouvernement et que cela ne dépendrait que des propositions qui lui seraient faites*<sup>18</sup> ». L'ampleur de la victoire du parti présidentiel pourrait bien réduire à néant ses espoirs. À moins que le président Saakachvili ne soit réellement décidé à pratiquer l'ouverture en direction des hommes politiques de bonne volonté. Mais dans ce cas, de nombreux observateurs estiment que c'est plutôt vers les élus des Chrétiens démocrates que l'ouverture devrait se faire en priorité.

### **d. Le Parti travailliste sauve sa tête**

Lui aussi éliminé de la course aux sièges lors du scrutin majoritaire, le Parti travailliste de Chalva Natélachvili devrait se retrouver au Parlement avec 5 ou 6 députés grâce à son score

---

<sup>14</sup> La chaîne de télévision qui appartenait à feu Badri Patarkatsishvili, le sulfureux homme d'affaires milliardaire et opposant notoire de Saakachvili, et qui s'était vue interdite de diffusion à la suite des événements de novembre 2007.

<sup>15</sup> Au rang des échecs retentissants, celui de Salomé Zourabichvili, ministre des Affaires étrangères limogée en octobre 2005, qui après avoir lancé son parti politique « La Voie de la Géorgie » en janvier 2006, avait à peine recueilli 2,5% des voix aux élections municipales du 5 octobre de la même année.

<sup>16</sup> <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=18362>

<sup>17</sup> <http://www.rferl.org/featuresarticle/2008/5/7B74B4AC-7FA0-4A23-B51F-BB9410ED728C.html>

<sup>18</sup> Idem.

de 7,5% au scrutin proportionnel de listes. Son leader appelle ses élus à se joindre au boycott du Parlement proposé par les partis du Bloc d'opposition unie.

### 3. Le temps des explications

#### a. Côté majorité

Interrogé sur les raisons d'une telle victoire, Davit Bakradzé, tête de liste du Mouvement national, avance deux explications. La première serait due, pour une bonne part à la campagne électorale, menée par son parti et à la politique suivie par le gouvernement depuis la réélection de Mikhaïl Saakachvili. Il pense que le fait que son parti se soit « *concentré sur une campagne résolument positive proposant des solutions concrètes à des problèmes réels de la vie quotidienne*<sup>19</sup> » a constitué la clé du succès. L'autre explication qu'il avance fait référence au « *phénomène de lassitude des électeurs de l'opposition qui n'ont pas jugé utile de se déplacer pour soutenir une opposition en laquelle ils ne croient plus*<sup>20</sup> ».

Force est de constater que la « *mise à l'écart* » surprise de la présidente du Parlement, Nino Bourdjanadzé, n'aura pas joué en défaveur du parti au pouvoir. En désaccord avec les décisions prises lors de la constitution de la liste des candidats de la majorité sortante, elle déclare, le 21 avril 2008, que « *malgré des consultations difficiles, sérieuses et longues, un consensus n'a pu malheureusement être atteint ... j'ai essayé de promouvoir dans la liste du Mouvement National de nouvelles personnalités, de nouveaux visages, qui, selon mon opinion, pouvaient faire beaucoup de bien pour notre pays et pouvaient s'investir dans d'importantes réformes et les rendre plus humaines*<sup>21</sup> ».

Reconnue, tant sur le plan international que sur le plan national, comme un chef de file modérateur, à l'écoute de la société géorgienne, Nino Bourdjanadzé a toujours affiché sa différence, tout en soutenant les premiers ministres successifs et le président Saakachvili. Ce qui peut apparaître comme une « *mise en réserve de la république* » masque, sans doute, un calcul personnel en vue la prochaine élection présidentielle de janvier 2013.

#### b. Côté opposition

De leur côté les leaders de l'opposition, sonnés par cette défaite ont timidement relancé l'explication derrière laquelle ils ne cessent de se retrancher élection après élection : la fraude électorale. Après avoir vainement tenté de mobiliser les foules en appelant leurs électeurs, dès le soir du scrutin, à se rassembler par dizaines de milliers autour du palais des sports, ils ont du se rendre à l'évidence que le cœur n'y était plus<sup>22</sup>.

Dans une interview au quotidien *Rezonansi*, Gia Tortladzé, du Conseil national - Opposition unie - Nouvelles Droites, exprime, à la manière d'un artiste après un tour de chant raté, son amertume en attribuant sa défaite au public qui n'a rien compris : « *La société géorgienne est illogique et je ne vois pas ce que l'on peut en attendre !*<sup>23</sup> ». Dans le même quotidien, Lévan Berdzénichvili, du Parti républicain, attribue cette déroute « *à l'indifférence d'une partie de la population et au comportement irrationnel d'une autre partie de cette population*<sup>24</sup>.

---

<sup>19</sup> <http://www.civilgeorgia.ge/eng/article.php?id=18363>

<sup>20</sup> Idem.

<sup>21</sup> <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=17643&search>

<sup>22</sup> Il n'y avait pas plus de 3.000 manifestants ce soir là, dont la plupart étaient venus pour assister à la retransmission en direct sur écrans géants de la finale de la Coupe d'Europe de football, Manchester United / Chelsea. Dès la fin de la séance de tirs au but, les manifestants sont rentrés chez eux, sans prêter plus d'attention aux discours des leaders politiques présents sur place.

<sup>23</sup> <http://www.civilgeorgia.ge/eng/article.php?id=18380>

<sup>24</sup> Idem.

## 4. Conclusion

À première vue, les conditions paraissaient réunies pour écorner la suprématie de la majorité sortante. Une situation économique délicate, une liberté d'expression écornée en novembre 2007, des accusations personnelles contre le président par certains de ses anciens ministres, une réélection difficile lors d'un premier tour de scrutin présidentiel âprement disputé et le regroupement politique de neuf partis d'opposition, tout ceci semblait expliquer les premiers sondages d'opinion qui, en avril dernier<sup>25</sup>, plaçaient le parti au pouvoir en position délicate.

A l'évidence, les électeurs géorgiens ne s'y sont pas attardés. La tension avec la Russie, au sujet de l'Abkhazie et le déploiement, dans les jours qui ont précédé le scrutin, de troupes russes supplémentaires, aura, en définitive, réveillé un élan national et servi à regrouper les indécis autour du pouvoir sortant<sup>26</sup>. L'adhésion différée, si ce n'est repoussée aux calendes grecques, à l'OTAN<sup>27</sup> a été habilement présentée par le président Saakachvili comme une éclatante victoire stratégique à moyen terme. Les oppositions politiques, multiples et changeantes, n'ont pas su trouver le leader charismatique derrière lequel les ambitions personnelles se seraient effacées et qui aurait pu représenter une alternative à Mikhaïl Saakachvili. Les accusations à l'encontre de ce dernier auront fait long feu, dans une opinion publique qui se souvient surtout des premiers pas du futur président en 2003 et de sa lutte contre la corruption établie. Son autoritarisme, supposé ou réel, aura été ressenti comme un « *mal nécessaire* ». L'épisode tragique de novembre 2007 a été, semble-t-il, vite passé par pertes et profits. L'espoir de voir le sort économique de chacun s'améliorer, dans une économie libérale dont les indicateurs macro-économiques sont au vert, selon les organismes internationaux, a une fois de plus prévalu.

Beaucoup dépend maintenant de l'aptitude du président Saakachvili à gérer cette victoire et de son attitude dans les semaines à venir. Saura-t-il éviter les travers d'une « *chambre introuvable* » qui pourrait, à l'instar de celle de Louis XVIII, se montrer encore plus royaliste que le Roi<sup>28</sup> ? L'absence d'un élément modérateur comme Nino Bourdjanadzé risque de se faire cruellement sentir, d'autant plus qu'un tel parlement, quasiment monocolore, sera particulièrement difficile à canaliser et à contenir.

Beaucoup dépend également de la capacité des chancelleries occidentales à contenir ce jeune et fougueux président dont on connaît le tropisme occidental et atlantiste forcené. Il a tout à perdre, militairement, politiquement et humainement, d'une fuite en avant sur le front des conflits séparatistes. Juridiquement parlant, la Géorgie a raison mais, bien au-delà des mouvements de troupes, bien au-delà du droit et bien au-delà du Caucase, une crise ouverte mettrait face à face les Occidentaux et la Russie dans un bras de fer dont on ne saurait sous-estimer les dangers.

Nous sommes, là, face à un conflit potentiellement très dangereux. À ce rythme, la Russie et l'OTAN, autrement dit, la Russie, les États-Unis et l'Union européenne, ne pourront bientôt plus arrondir les angles sans perdre la face. Toutes les provocations deviennent imaginables et envisageables. La communauté internationale se doit de les empêcher avant de ne plus pouvoir les maîtriser. Il lui faut donc renouer les fils du dialogue, intégrer les raisons de toutes les parties et tenter, pour cela, de trouver un compromis. Il y a urgence.

---

<sup>25</sup> A un mois du premier tour de scrutin, un sondage publié par le quotidien Rezonansi attribuait 21,3% au parti présidentiel, 17% au Conseil national - Opposition unie - Nouvelles Droites, 6,1% au parti républicain, 4,6% au Parti travailliste et 4,1% aux Chrétiens démocrates.

<sup>26</sup> A une semaine du scrutin les instituts de sondage notaient un retournement spectaculaire avec un parti présidentiel à 54% et une coalition d'opposition à 19%.

<sup>27</sup> Au sommet de Bucarest en avril dernier, la Géorgie et l'Ukraine n'ont pas obtenu le feu vert pour intégrer le « MAP - Membership Action Plan » de l'OTAN.

<sup>28</sup> Il lui faudra se souvenir que l'aventure de la « *chambre introuvable* » n'a duré qu'à peine un an et s'est terminée par une dissolution le 5 septembre 1816.